

Les contours de la lutte contre la construction d'un nouveau centre fermé à Steenokkerzeel (Belgique)

Table des matières

Le choix d'un projet autonome de lutte spécifique	3
Briser le silence	3
L'identification de l'ennemi et l'attaque diffuse	4
Au confluent des situations	5
Aller plus loin	5
A la recherche d'un saut qualitatif	6
QUELQUES DOCUMENTS ISSUS DE LA LUTTE	8
1. Pourquoi lancer une lutte spécifique ?	8
2. Au-delà du point de départ	8
3. Comment lutter ?	9
4.	10
5. Se révolter c'est comme respirer.	12
6.	13
Après le premier octobre 2010...	14

Ce panorama de la lutte contre la construction du nouveau centre fermé à Steenokkerzeel (Bruxelles) ne prétend pas être exhaustif, ni neutralement objectif. Son but est simplement d'offrir un cadre qui permettrait à chacun de construire et de formuler des critiques, des réflexions théoriques et des approfondissements méthodologiques à propos d'un projet de lutte spécifique. Un panorama sommaire implique forcément une schématisation qui ne coïncide pas exactement avec la réalité, et encore beaucoup moins avec l'intensité de ceux qui vivaient, pensaient, sentaient et agissaient dans cette réalité.

Le choix d'un projet autonome de lutte spécifique

En été 2009, des premières discussions entre compagnons commencent à avoir lieu autour de la possibilité d'une lutte spécifique contre la construction d'un nouveau centre fermé à Steenokkerzeel. Ce choix provenait d'une certaine analyse des conditions sociales et économiques et de l'évolution (ou plutôt, l'extinction) de la lutte pour une régularisation générale ; et de l'autre côté des expériences d'agitation dans la rue et de la solidarité offensive avec les nombreuses révoltes et mutineries dans les prisons et les centres fermés. Ce choix permit de développer un projet de lutte autonome, en d'autres mots, une lutte qui n'est pas à la remorque de facteurs externes, qui puise assez de force en soi-même pour ne pas devoir courir derrière les faits, qui se donne les moyens qu'on juge adéquats, qui sait déterminer sa propre temporalité. Le choix d'un parcours autonome de lutte devait permettre aussi de rencontrer d'autres gens qui veulent lutter sur une base radicale, qui se rebellent, sur un terrain non-contaminé par la politique, la représentation, l'attente ou la logique purement quantitative.

Une invitation à la lutte commença à circuler parmi différents groupes de compagnons et dans différentes villes. Cette invitation sera ensuite la base pour une sorte d'espace informel entre des individualités et des groupes affinitaires de différents coins du pays ; un espace de discussion où l'on pouvait approfondir les perspectives de la lutte, sans pour autant former un seul grand groupe qui déciderait ensemble de tout ou qui devrait être d'accord sur tout.

Briser le silence

A partir de septembre 2009, les premiers pas sont faits pour diffuser l'information de la construction du nouveau centre fermé et pour briser le silence (relatif) autour de ce projet d'Etat. Des dizaines d'initiatives de distribution de tracts ont lieu dans la rue, dans les métros, dans les gares, dans différents quartiers qualifiés de « sensibles » (surtout à Bruxelles, mais pas seulement). Des affiches sont faites non seulement pour briser le silence et pour faire connaître le thème, mais aussi pour expliquer nos raisons de lutter contre la construction de ce nouveau centre et de lier cette lutte à une critique plus générale de ce monde d'exploitation et d'oppression. Cette *agitation* s'adressait à tous ceux qui voulaient lutter et non pas spécifiquement à certaines catégories (par exemple, « les sans-papiers »). Dès le début, le choix a été affirmé de ne pas collaborer avec quelque force *politique* que ce soit, un choix qui ne sera jamais remis en doute au long de la lutte, mais de s'adresser directement à ceux qui veulent lutter et se révolter sur une base directe, auto-organisée et anti-institutionnelle.

De modestes actions de sabotage ont lieu pour trancher de manière plus insistante avec la routine quotidienne pour poser le problème de la construction du nouveau centre fermé, comme par exemple le sabotage de dizaines de machines de vente de la STIB à Bruxelles, des bureaux centraux de De Lijn à Louvain, des incendies contre des distributeurs de billets à Gand ou une petite incursion sur le chantier du centre fermé à Steenokkerzeel. De plus, en octobre 2009, quelques dizaines de personnes cagoulées pénètrent pendant les heures d'ouverture dans les bureaux de Besix, constructeur principal du centre fermé, et en dévastent l'intérieur. Cette attaque connaîtra de nombreux échos dans la presse,

qui semble sursauter en constatant l'existence d'opposants radicaux à la construction du nouveau centre, habituée comme elle est à parler de manière compatissante des luttes, comme par exemple des sans-papiers qui occupent des bâtiments ou des mutineries dans les centres. Le ton était quelque peu donné...

L'identification de l'ennemi et l'attaque diffuse

Généralement, et dans la mesure où une telle appréciation est considérée comme intéressante, on peut dire que les compagnons ont rencontré dans la rue beaucoup de « sympathie » pour cette lutte, une lutte radicale. Les compagnons ne se heurtaient pas à un mur d'indifférence et de résignation, comme ça peut aussi se passer. Plus encore, la « spécificité » de l'aspect du pouvoir que l'on critiquait (le centre fermé et la machine à expulser) était vite dépassée et se trouvait liée à une critique générale de la prison et de l'enfermement, une critique rudimentaire de l'exploitation et de l'Etat, etc. Différents tracts et un numéro unique avançaient des analyses partant de cette lutte spécifique, qui reliaient cet aspect aux idées anarchistes et antiautoritaires, ainsi qu'aux autres aspects de la domination.

Mais il ne fallait pas uniquement des idées, des perspectives et des analyses, mais aussi des amorces concrètes pour attaquer l'ennemi, des suggestions claires et nettes pour l'action directe. Il fallait réfléchir à comment saboter concrètement la construction du nouveau centre fermé, comment attaquer la machine à expulser dans une perspective destructrice (et non pas de réforme, d'amélioration, d'adaptation, etc.). Une des propositions, qui a été portée tout au long de la lutte et qui lui a donné beaucoup de force, était celle de l'attaque diffuse. Des attaques modestes, faciles et diffuses contre le monstre. Mais il fallait identifier le monstre : ses tentacules, ses intestins, ses excréments, ses cerveaux... se trouvent à portée de main pour tous. La construction du centre a été disséquée : quelles entreprises de construction, quels architectes, quelles institutions, quels fournisseurs y collaborent ; la machine à expulser a été disséquée : quelles entreprises, organisations, services publics la font tourner ; les liens sous-jacents entre le monde des déportations et les autres aspects répressifs de la domination : les structures policières, les institutions répressives, les prisons, les écoles, les centres psychiatriques, le travail,... « La gestion de l'immigration » ne peut pas être attaquée, ce qui est attaquable, ce sont les incarnations concrètes, les structures et les hommes qui rendent possible la gestion de l'immigration.

Nombre de ces aspects, structures et hommes, ont été attaqués au cours de la lutte, avec des moyens divers, mais toujours dans une optique d'action directe, autonome, non-médiée. Si l'on en croit les rapports du sénat belge, seulement dans la période de l'été 2009 à décembre 2009, plus de cent actions d'attaque ont eu lieu contre les institutions, les entreprises, les organisations et les structures impliquées dans le domaine carcéral ; actions allant du peinturlurage, au sabotage, au vandalisme ou à l'incendie. Certaines de ces attaques ont été communiquées ou revendiquées via des canaux du « mouvement », la grande majorité a eu lieu dans l'anonymat. Bien que la « connaissance publique » de certains faits d'attaque puisse certes se révéler importante pour pouvoir donner des idées, de l'enthousiasme et du courage à d'autres rebelles, il est incontestable que ce n'est que quand une action est anonyme, qu'elle peut effectivement appartenir à tous. Une lutte spécifique peut certes partir d'un noyau modeste de compagnons, mais l'intention, dans une perspective insurrectionnelle, ne peut jamais être de transformer ce noyau modeste en une sorte d'« élite armée ». Il s'agit tout simplement de créer les conditions pour une hostilité diffuse et une intensification de la conflictualité ; et ceci n'a aucunement besoin de traductions *politiques*.

Celui qui croit que la conflictualité sociale peut être réduite à la somme des faits d'attaques (qui ne sont rapportés que très rarement ou sous forme mutilée dans les médias, les journaux, laquais du pouvoir, n'ont pas pour but de nourrir les mauvaises intentions de qui que ce soit) a une vision

quantitative et politique. Il n'existe pas d'échelles ou de statistiques pour mesurer les tensions et pratiques subversives. Ce qui n'enlève pas que l'on peut carrément dire que la lutte spécifique contre la construction du centre fermé ne s'est pas limitée à un groupe de compagnons ; plus encore, on peut affirmer que cette lutte a contribué à l'intensification des hostilités diffuses, à l'intérieur du champ de la lutte mais aussi sur d'autres fronts.

Au confluent des situations

En novembre 2009, une manifestation a lieu à Bruxelles contre la construction du nouveau centre fermé, manifestation annoncée bien à l'avance. La veille de la manifestation, des émeutes éclatent dans la commune bruxelloise d'Anderlecht : un groupe important incendie le commissariat de police après que des nouvelles soient sorties par rapport aux tortures que la police de cette même zone a fait subir à plusieurs prisonniers dans la prison de Forest lors d'une grève des gardiens (la police reprenant alors le contrôle de l'établissement). Ailleurs en Belgique, comme à Andenne, des mutineries éclatent dans les prisons. Le climat était tendu, les tensions dans certains quartiers bruxellois devenaient explosives et la lutte contre le nouveau centre fermé se trouvait « en vitesse de croisière ».

Une fois de plus, il était clair qu'il n'existe pas de raisons fondées pour « attendre ». Que quand on est mentalement et pratiquement préparé à de soudaines intensifications de la conflictualité sociale, par exemple parce que l'on est en train d'élaborer un projet, on peut rentrer en dialogue avec ce qui se passe autour de soi. Il est vrai que la conflictualité sociale connaît des moments plus intenses et des moments plus mous, mais au final, et sous d'innombrables formes, elle est toujours présente de manière latente. Il ne s'agit pas d'y coller une vision de la poule ou l'œuf, mais la lutte spécifique menée contre la construction du centre fermé à Steenokkerzeel dialoguait avec et avait sa place dans une conflictualité sociale plus large. Elle n'a pas seulement permis de proposer de manière concrète la révolte et des attaques directes contre l'autorité, mais aussi de diffuser des idées anarchistes et antiautoritaires au sein de cette conflictualité. Dès que l'on commence à lutter soi-même et que l'on élabore un projet de lutte, il n'est plus question de se trouver à « l'intérieur » ou à « l'extérieur » de la conflictualité. On en fait partie, on en est *une* partie, avec ses propres pratiques et désirs, qui peut influencer, contaminer, provoquer ou non le reste de la conflictualité.

Dans les contrées bruxelloises naissait vers la fin 2009 une sorte de coordination antiautoritaire qui permettait d'aborder plus profondément certaines discussions par rapport à la lutte en cours. La présence dans les quartiers bruxellois, les tentatives de jeter des ponts entre la lutte contre la construction du centre fermé à Steenokkerzeel et d'autres révoltes et conflits, la « rencontre » entre un projet de lutte antiautoritaire et la conflictualité sociale dans son ensemble,... voilà les questions alors à l'ordre du jour.

Aller plus loin

Quelles propositions de lutte, quelle projectualité élaborer dans un climat aussi favorable ? Comment continuer à approfondir les idées et les analyses ? Questions auxquelles il n'était pas facile de répondre. Comme on disait, *une* proposition concrète était celle de l'attaque diffuse. Mais était-elle suffisante ?

En plus des formes plus « habituelles » de propagande comme des distributions de tracts, des collages d'affiches, des graffitis, des expositions dans la rue, on commençait à expérimenter d'autres formes. Ainsi se sont succédées des dizaines de « ballades », petites manifestations qui ne visaient pas le recensement quantitatif des participants, mais à secouer la routine quotidienne, la distribution

de matériaux de propagande et d'idées, la désignation de possibilités d'attaque contre les structures concrètes de l'ennemi,... et qui devaient permettre également une éventuelle « participation spontanée ». D'autres actions anonymes se sont déroulées pour inciter d'avantage à la lutte. Quelques jours avant Noël, par exemple, le petit Jésus a été enlevé de sa crèche dans les environs de Steenokkerzeel pour exiger la fermeture de toutes les prisons. Ou encore à Bruxelles, où un groupe d'inconnus a perturbé le repas de midi à la cantine Sodexo de l'université bruxelloise en expropriant une partie de la nourriture et en rendant le reste aussi indigeste que la responsabilité de cette entreprise dans les camps de déportation.

Des discussions ont été entamées par rapport à d'éventuelles propositions organisationnelles vers d'autres personnes qui voulaient lutter, propositions pour fournir un peu de sol stable à travers l'attaque et l'auto-organisation, à la lutte contre le nouveau centre fermé. Des petites structures organisationnelles ou des lieux dans les quartiers bruxellois qui pouvaient servir de points de rencontre et de points de référence pour la lutte. Ces points de référence pouvaient être par exemple l'occupation combative d'un bâtiment vide ; une occupation qui n'entend pas se perpétuer, mais créer temporairement un point de rencontre radical. La création de comités de quartiers, auto-organisés et orientés vers l'attaque, a aussi été discutée. Mais, malheureusement, tout cela resta au stade de « réflexions »...

Ce qui a bel et bien été réalisé fut une assemblée de lutte permanente, un espace de discussion accessible à tous ceux qui veulent lutter. Cette assemblée a certes permis d'approfondir quelques questions ; elle a sans doute servi de point de rencontre hors des cercles antiautoritaires spécifiques (en tout cas, un point de rencontre qui était accessible à d'autres). Mais elle ne peut pas être considérée comme une réponse adéquate et réussie aux questions en suspens. Au lieu de décentraliser la lutte vers des petits groupes autonomes et des structures de lutte auto-organisées ancrées dans la conflictualité sociale, cette assemblée tendait plutôt à re-centraliser la lutte diffuse dans *un* moment de réunion, dans *un* espace. Au lieu que des initiatives autonomes et disparates donnent la mosaïque colorée d'une dynamique de lutte, une chose comme une assemblée tendait à imposer ses temps et ses rythmes à la lutte.

A la recherche d'un saut qualitatif

Vers la fin du printemps 2010, des questions difficiles étaient abordées. Comment continuer la lutte ? Comment faire quelque chose de tout ce travail fait, avec les hostilités diffuses, comment arriver à un moment de rupture (en ce sens, et avec un peu de bonne volonté, on pourrait l'appeler *insurrectionnel*) dans les rapports sociaux existants, à un moment social partagé d'hostilité et d'attaque ? De nombreux chemins étaient ouverts, de nombreuses possibilités sont restées inexplorées, d'autres possibilités se sont révélées quelque part trop « ambitieuses » (ou au moins, il n'y avait pas de sol suffisamment stable pour les mener à bien). Cette recherche d'un projet d'attaque plus ambitieux démontrait une fois de plus que la présence de groupes affinitaires autonomes et la coordination informelle entre eux dans le cadre d'un projet sont une condition indispensable. D'autres instruments, comme des assemblées, ont montré clairement leurs limites à ce propos. Enfin, il faut aussi prendre en compte les premiers signes d'épuisement et de fatigue, et peut-être aussi une certaine « peur » des éventuelles conséquences, qui commençaient à ronger la lutte. On pourrait peut-être imputer l'épuisement et la fatigue à une « temporalisation » négligente de la projectualité, peut-être aussi à d'autres facteurs, comme par exemple un certain manque de détermination et de hardiesse.

Quoi qu'il en soit, un de ces sauts qualitatifs a été imaginé sous forme d'une manifestation combative à Bruxelles, dans les quartiers où l'on avait développé la plupart de nos activités, qui aurait dû avoir lieu le 1er octobre 2010. Il ne s'agissait pas d'une manifestation comme tant d'autres, mais

d'un moment où les différentes rébellions pourraient se rencontrer et dépasser le cadre restreint d'une manifestation. Pour donner la fameuse étincelle à la conflictualité. Beaucoup de travail préparatoire a été fait pour cette manifestation, aussi bien sur le plan organisationnel que sur le plan de la diffusion de propagande. Il ne serait pas exagéré d'affirmer que la date du 1er octobre figurait partout dans les rues bruxelloises (et dans une autre mesure, aussi dans d'autres villes, bien évidemment). Ce jour-là, Bruxelles a été militarisée. Une quantité énorme de policiers était prête au combat. Les prisons bruxelloises (à l'intérieur de la ville) étaient entourées de chevaux de frise, d'autopompes et d'importants escadrons de police anti-émeute par crainte d'attaques depuis l'extérieur ou de mutineries à l'intérieur. De nombreuses stations de métro étaient bouclées. A Anderlecht, des flics cagoulés patrouillaient mitraillettes en main. Les forces de l'ordre étaient préparées au pire. Mais l'échec de la manifestation n'est certes pas uniquement imputable à cette présence répressive (en fin de compte, une telle présence avait été pensée et prévue). Il était *possible* de commencer cette manifestation. Certes, cela aurait été un combat dur voire féroce, mais un combat qui aurait pu mettre le feu à la poudrière. Pour commencer cette manifestation, *il fallait cette conscience-là*. Finalement, la manifestation n'a jamais commencé, environ deux cents personnes ont été arrêtées dans les environs du rendez-vous, des dizaines de personnes ont subi des brutalités de toutes sortes dans les casernes, de façon systématique, de manière *terroriste*. Plus tard dans la soirée, quelques dizaines de personnes ont attaqué un commissariat bruxellois : vitres cassées, véhicules de police et véhicules privés de policiers endommagés, deux agents blessés. Quatre compagnons ont été arrêtés dans les environs du commissariat attaqué et ont passé un mois derrière les barreaux. Une semaine après l'attaque, le syndicat de la police a organisé une manifestation au centre-ville de Bruxelles pour dénoncer la violence.

La gueule de bois dans les semaines après le premier octobre était lourde, même si la lutte n'était pas encore prête à s'éteindre. De nombreuses actions d'attaques ont eu lieu comme par exemple une attaque incendiaire contre le Security-Expo à Liège, des incendies volontaires contre Besix et le bureau d'architecte Bontinck à Gand, des jets de cocktails molotov contre les bureaux de la Police Fédérale à Bruxelles. A noter aussi que, dans les jours suivant le premier octobre, des mutineries ont eu lieu dans plusieurs prisons et, début novembre, une manifestation « blitz » a encore parcouru les rues d'Anderlecht.

Comment se termine une lutte ? Qui peut dire si une lutte touche à sa fin ? On peut cependant dire que la lutte spécifique contre la construction du nouveau centre fermé ne récupérera pas vraiment du premier octobre et n'a pas su trouver ou explorer de nouveaux chemins pour continuer. Comme souvent lors de tels moments, la combativité et la détermination de chacun ont été mises à l'épreuve. Des polémiques n'ont pas manqué de surgir qui, après l'expérience d'un « échec », remettent soudainement en question l'ensemble du projet de lutte et pointent d'autres d'un doigt accusateur. Celui qui ne crée pas d'espace pour la critique et qui ne cherche pas, en permanence, à tâter le pouls de ses propres activités et perspectives, finit inéluctablement dans une impasse. Mais si on jette ses propres expériences à la poubelle, quelles qu'en soient les raisons ; si au fond, on n'a pas cessé d'aspirer à des résultats quantitatifs et mesurables ; si on recule devant les engagements qu'exige de toute façon n'importe quel projet de lutte, on risque de faire dégénérer la critique qui permet d'affiner, d'approfondir, d'ajuster, de mieux frapper l'ennemi et qui demande donc une certaine distance aux choses, en plaidoirie pour baisser les épaules et prendre distance *tout court*. Comme toujours, à chacun ses conclusions.

Finalement, le nouveau centre fermé n'a été ouvert que début 2012. Sa construction a subi plus d'un an et demi de retard, selon l'Office des Etrangers, entre autres imputable aux « actions civiles ». La manifestation prévue à Steenokkerzeel à l'occasion de l'ouverture prochaine du centre s'est heurtée à une zone militarisée. Quelques heures plus tard, des dizaines de personnes cagoulées ont attaqué, ce dimanche après-midi ensoleillé à Bruxelles, les bureaux de l'Office des Etrangers.

1 Suite à ces débats au Parlement et au Sénat, l'Etat (via les services de police et de renseignements) a augmenté sa vigilance. Par exemple, l'introduction du « Early Warning System » qui devait avertir les entreprises visées de possibles menaces et qui offrait aux entreprises une plate-forme pour notifier des « agissements suspects ». L'Organe pour l'Analyse de la Menace, dont les analyses régulières influent sur l'octroi de moyens aux services d'ordre, a commencé à qualifier « l'anarchisme » comme la menace principale pour la sécurité intérieure. La Sûreté d'Etat a cherché, via des fuites organisées vers quelques-uns des ses amis journalistiques, à attiser les choses en faisant publier des articles « retentissants » et « révélateurs » sur le mouvement anarchiste en Belgique. Enfin, une « surveillance permanente » a été instaurée autour de certaines structures comme les centres fermés et ouverts, leur personnel a été briefé, certaines personnalités officielles ont reçu une protection privée ; tout cela dans une tentative d'éviter d'éventuels raids et attaques.

QUELQUES DOCUMENTS ISSUS DE LA LUTTE

1. Pourquoi lancer une lutte spécifique ?

Et même s'il est probable que nous ne parvenions pas à empêcher la construction de ce nouveau centre ; la valeur de cette lutte ne dépend pas uniquement de cet éventuel résultat pratique. Il s'agit de prendre la lutte contre le nouveau centre fermé comme un point de départ, un angle d'attaque, en faire une possibilité de diffusion de nos idées et critiques antiautoritaires – et donc faire des expériences, nouer des complicités, apprendre de nos erreurs, faire l'expérience de formes plus intenses de coordination et d'organisation...

Cet angle d'attaque pourrait permettre d'ouvrir une brèche, d'attaquer la machine à déporter et, par là, la société qui en a besoin. Un rapide coup d'œil sur cette société nous donne aussi une idée de pourquoi cette lutte peut avoir son impact – et cela aussi à plus long terme. Dans le paysage social actuel, une grande partie de la 'rage sociale' est d'une part récupérée par des idéologies pourries telles que la religion, le nationalisme ou le citoyennisme et d'autre part marquée par la concurrence effrénée propre au système, avec comme résultat de plus en plus concret une guerre des pauvres entre eux. En ce sens, aucune tentative qui tente de replacer au centre la perspective de la guerre sociale n'est vaine. De telles tentatives, outre les éventuels résultats quantitatifs ou les victoires concrètes, ont le mérite d'offrir minimalement un point de référence pour ceux qui (même s'ils sont peu nombreux) ne laissent pas embrigader leur dégoût de ce monde par les idéologies réactionnaires ni par le cynisme de la guerre de tous contre tous.

Extrait de « *Invitation à une lutte* », été 2009

2. Au-delà du point de départ

Entamer, aujourd'hui, une lutte contre la construction du nouveau centre fermé offre l'occasion de dépasser concrètement les figures du « sans-papiers » et du « Belge » en se liant directement avec des personnes à partir d'un contenu et non plus à partir de catégories. Et cela d'autant plus à un moment où les régularisations massives viennent remplir les attentes d'une partie des sans-papiers organisés. En effet, si d'un côté les occupations ont pu créer une dynamique de lutte qui parfois a pu déborder du revendicatif (en tout cas à Bruxelles), leur reflux suite à la nouvelle directive pourrait aussi permettre d'élaborer une lutte sur des bases propres qui ne soient ni dépendantes de l'urgence des situations personnelles ni d'une logique de soutien.

Reposer la question des camps de l'Etat dans le domaine public, empêcher si possible que celui-ci se munisse d'un nouvel outil de répression. Poser la question des centres ne se limite pas à leurs

seuls territoires mais à toute la mécanique sociale qui les fait exister. Il y a dans cette mécanique des techniciens qui porte plus de responsabilité que d'autres : qui décide ? L'Office des étrangers, les partis... Qui construit ? BESIX, Jacques Delens,... Qui rafle ? La police, la STIB, la SNCB, ...

Mais la question de ce qui fait exister les rafles, les centres et les expulsions est plus large. Elle touche à cette odeur malsaine qui émane du tréfonds des rapports sociaux. Une odeur de racisme, une odeur de commerce, une odeur de normes et d'évidences assassines, d'exploitation à tous les niveaux... que recouvre l'odeur insipide du démocratisme. Les centres, comme toute domination, existent parce que des personnes au sein des institutions et des structures marchandes en décident ainsi, mais aussi parce qu'il existe un assentiment diffus, une acceptation largement répandue au sein de la population. Ils existent aussi parce que, avec ou sans-papiers, il y a toujours des personnes pour tirer profit des autres en jouant sur des appartenances et sur des catégories. Développer une lutte autour de cette question, c'est donc développer une lutte contre tous ces mécanismes qui font exister le vieux monde : patriarcat, exploitation, morale (religieuse, nationaliste, militante,...)... Seulement alors, on sort des luttes partielles pour attaquer la totalité des rapports qui nous oppressent. Alors on peut faire exister le conflit avec l'existant au sein des luttes elles-mêmes. Se lier sur un contenu, pour nous, cela signifie pouvoir remettre en avant des bases révolutionnaires et anti-autoritaires. En pratique cela signifie des relations sans médiations, le refus des hiérarchies, l'attaque directe, ... Cela signifie aussi de toujours tenter d'élargir une lutte spécifique à l'attaque de l'existant dans sa totalité. Cela signifie, enfin, se méfier des alliances douteuses. Ne pas oublier la force du citoyennisme, de l'attrait de l'idéologie dominante qui peut à tout moment séparer les « bons » des « méchants », les « innocents » des « coupables » ; tout en retenant aussi que les personnes changent, et que si certaines sont définitivement ancrées dans la défense de la société, ils sont beaucoup aussi à en quitter ses chemins trop droits. Et dans les chemins obscurs et tortueux des bois, il y a des rencontres à faire. Quelques brigands ont d'ailleurs déjà fait quelques sorties dans les clairières fliquées de la société pour attaquer la machine à expulser. Ci et là, on les retrouve empêchant un contrôle d'identité dans un bus ou dans la rue ; attaquant des compagnies qui se font du blé sur l'enfermement ; diffusant des appels à la révolte sur les murs ; ou encore boutant le feu à leur cellule...

Alors rejoignons, nous aussi, les bois obscurs, pour y préparer l'attaque de la domination.

Extrait de *Tout doit partir*, pour la liquidation de tout ce qui nous détruit, numéro 6, décembre 2009

3. Comment lutter ?

La lutte contre la construction de ce nouveau centre fermé ne tombe donc pas du ciel. Mais alors, une autre question importante surgit, une question qui n'est pas séparée de nos propres désirs, rêves et idées, une question à laquelle les réponses ne peuvent être des suggestions et des indications : *comment* ? Que faire pour empêcher la construction de ce nouveau centre fermé et mettre des bâtons dans les roues de la machine à expulser ? Le *comment*, la *méthode* que nous estimons la plus adéquate, refuse toutes les formes de politique et de représentation. Elle est basée sur le choix individuel de chacun et de chacune de s'engager dans la lutte et pas sur l'adhésion à un groupe ou programme politique quelconque. En d'autres mots, notre proposition c'est *l'auto-organisation de la lutte*. Ne pas laissez dépendre la lutte de politiciens ou de leaders, de leurs manières à arriver à des négociations avec l'Etat (comme voter « différemment » aux élections, des pétitions pour supplier les puissants, d'entamer un dialogue avec les responsables de la construction du centre), mais de la prendre en mains *nous-mêmes*. Ceci est une manière pour arrêter et empêcher la construction du nouveau centre nous-mêmes et *d'une manière directe*. Seulement ainsi, nous pouvons lutter *pour un empêchement effectif* de la construction de ce nouveau centre et éviter de tomber le piège d'un dialogue avec l'Etat à propos d'une éventuelle adaptation plus humaine des plans de construction.

Cette auto-organisation ne signifie pas forcément qu'il faut former un quelconque comité ou collectif, mais plutôt de rendre possible des moments de rencontre, créer des discussions, échanger des idées. Comme par exemple lors de rassemblements, de petites manifestations, de soirées de soutien à la lutte,... Mais le but n'est pas juste de parler tous un peu plus de ce nouveau centre fermé, de le critiquer pour ensuite aller se coucher avec la conscience apaisée. Non, l'auto-organisation est orientée vers l'agir, vers *l'action*.

Pour rendre possible l'action, il faut considérer l'ennemi dans toute sa concrétisation. Qu'il ne s'agit pas d'une entreprise qui construit le nouveau centre fermé, mais bien les entreprises Besix, Valens, Michiels etc. Que le centre fermé n'est pas juste un tas de barreaux, mais qu'il fonctionne grâce aux matons qui ont des noms et des adresses, grâce aux entreprises de nettoyage et de restauration comme ISS Cleaning et Sodexo, grâce aux médecins qui anesthésient et taisent ce qui s'est passé quand des prisonniers ont été tabassés par des matons. Que les gérants, l'Office des Etrangers, tous les partis et institutions politiques, les organismes européens de gardes-frontières comme Frontex, ne sont pas des abstractions, mais qu'ils consistent en des personnes concrètes qui portent toutes une responsabilité dans l'organisation de cette machine à expulser. Ces informations doivent circuler largement, doivent être accessibles à tous et toutes. La diffusion de ce genre d'informations est et restera toujours un élément fondamental de toutes les luttes. Un élément fondamental, mais ce n'est pas tout...

Car des idées pareilles se traduisent en mouvements de nos mains et de nos pieds ; notre volonté d'engager la lutte cherche des points de repère dans le monde physique. Il y a beaucoup de possibilités intéressantes... Une d'entre elles, ce sont des attaques modestes, simples et reproductibles contre toutes les structures et les hommes responsables de la construction de ce nouveau centre fermé et contre les rouages de la machine à expulser. Cette méthode permet à chacun et chacune, de la manière qu'il ou elle estime la plus adéquate, de prendre part à la lutte *en première personne*. Et ces attaques ne parlent pas seulement de la lutte contre le centre fermé. Elles parlent d'une manière qui refuse tout dialogue avec l'ennemi et qui ne perçoit pas la lutte sociale comme un spectacle politique, comme une *affaire* de partis et de syndicats, mais justement comme un conflit direct avec ceux qui endiguent nos vies. Au fur et à mesure que ce genre d'actes (la résistance lors des contrôles d'identité, le rejet de la bureaucratie qui, à travers tout genre de document, met nos vies sur ses rails, la casse des fausses catégories d'autochtones et d'allochtones, de nationalités et d'ethnies, le sabotage du mécanisme d'exploitation de sans-papiers et de toute le monde) s'élargissent, se diffusent et incitent d'autres, les grains de sables commencent à ronger la machine à expulser. Faisons alors en sorte qu'il n'y ait plus de pièces de rechange disponible.

Le plus bel aspect de chaque lutte qui ne se laisse pas embrigader par la politique, est sans doute qu'elle bouleverse les rôles sociaux. Dans un monde qui nous compartimente tous, qui nous enferme la plupart de la journée au boulot, dans les embouteillages ou derrière le fourneau, seule la lutte fait éclater cette routine macabre. Le plus beau du combat, c'est que tu apprends à mieux te connaître, que tu peux croître en idées, en rêves et en pratiques, que tu peux forger des liens avec d'autres, des liens complètement différents de tout la nausée que cette société nous offre. Voilà pourquoi cette lutte n'est pas un combat d'arrière-garde, mais une expression enragée de joie. Voilà pourquoi cette lutte vaut la peine d'être pratiquée.

Extrait de Hors Service, journal anarchiste, « *Qu'est-ce qu'on attend ?* », numéro 5, 15 mai 2010

4.

Le 18 février 2010, des centaines d'exemplaires de ce texte ont été distribués dans les boîtes aux lettres de Sint-Denijs-Westrem. C'est là qu'habite (dans une grande villa bien sûr) un des architectes (Dirk Bontinck)

qui a dessiné les plans du nouveau centre fermé de Steenokkerzeel.

Salut, votre voisin dessine des cages pour sans-papiers.

Ce courrier purement informatif concerne le sieur Dirk Bontinck (résidant Pleispark 3, à Sint-Denijs-Westrem) et son frère John Bontinck. Mine de rien, ces deux architectes ont choisi de dessiner les plans de construction du nouveau centre fermé pour sans-papiers de Steenokkerzeel. Et vu que ce centre fermé nous pose problème, comme d'ailleurs toutes les autres prisons, ce choix qui leur procure en plus un beau paquet de fric nous pose également problème.

Nommez "calomnie" ce qui suit si vous le voulez, mais en sachant au moins pourquoi ! Car ce sont bel et bien des salauds...

Avec cette maudite arrogance quand ils décident de vies humaines du haut de leur bureau. Avec ce calme glacial quand ils étudient, engoncés dans leurs fauteuils de cuir de leur bureau bien chauffé, comment la prison devra se montrer la plus efficace possible. Comment, d'un point de vue technique, des gens pourront être isolés de la meilleure manière, comment ils pourront être piégés, comment ils pourront être brisés.

Tout près de l'aéroport de Zaventem poussent actuellement les structures en béton de ce qui devrait bientôt devenir un nouveau centre fermé. Une fois que la dernière pierre sera posée, le bâtiment se distinguera difficilement d'une prison. Des cellules individuelles, des barreaux et des barbelés pour enfermer et isoler des sans-papiers, ceux qui sont en instance de déportation et osent résister avec obstination. Ou plus simplement pour briser ceux qui résistent au quotidien en se révoltant, posant ainsi problème au bon fonctionnement de l'enfermement et des déportations.

Comme pour les autres centres ouverts et fermés, le gouvernement aurait besoin de ce nouveau lieu pour continuer sa politique d'immigration ? Mais vous savez quoi ? Ce n'est pas cette politique d'immigration qui constitue le problème. Ou du moins, pas en soi. Car il est logique qu'une société qui poursuit sans cesse le rêve capitaliste jette dehors les indésirables. Comme il est logique que dans une société où notre avenir n'est pensable qu'à l'intérieur des grillages forcés du travail, de la carrière, de la famille et de tout le bazar, les prisons poussent comme des champignons. Contre tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas avancer au rythme de cette normalité, même en traînant les pieds.

Le problème, c'est donc cette société. Et nous, nous posons problème à cette société.

Situation périlleuse.

Oui, nos rêves vont dans une toute autre direction. Oui, nous voulons volontiers abandonner une grande partie du vieux monde derrière nous pour être enfin capables de parler de liberté. Et nous ne sommes pas en train de parler de cette "liberté" que vous promettent les publicités pour pousser à la vente de canettes de soda ou de portables. Non, nous parlons d'un saut dans l'inconnu, un saut où le contrôle sur nos vies ne dépendra que de nous-mêmes. Un saut qui, sur le fond, vise à éliminer toute forme d'oppression.

Alors oui, vous pouvez nous traiter de rêveurs idéalistes, de bons à rien naïfs ou de flatteurs flous. La vérité, c'est que nos rêves nous font directement entrer en conflit avec une société où on pense que c'est bien que des gens soient exploités et enfermés ; en conflit aussi avec tous ceux qui choisissent d'apporter leur pierre à l'édifice.

Et nous sommes prêts pour ce conflit.

Cela nous ramène finalement au prétexte initial de ce tract. Cela nous ramène au nouveau centre fermé. Car devinez qui a dessiné les plans de cette prison ? Oui oui ! C'est votre voisin Dirk et son frère John Bontinck.

Mais qu'est-ce que nous voulons dire en précisant cela ? Que nous devrions tous les exécuter publiquement, sous les huées et le plus vite possible, en place publique ? En vrai, faites surtout ce dont vous avez envie ! Car là n'est pas l'objet de ce tract. La question, c'est que rien de ce que observons autour de nous ne tombe du ciel. Que des gens font des choix. Comme par exemple celui de construire

des prisons, celui de mener des gens à la baguette, au boulot comme à la maison, ou encore celui de ne pas faire de choix du tout, et de se cacher derrière ce refus pour ne pas avoir à penser, pour ne pas agir à contre-courant. Les frères Bontinck ont fait le choix d'aider à ce que ces nouvelles geôles existent là-bas, à Zaventem. Voilà pourquoi ce sont des salauds. Car ça, c'est un choix qui en dit long : il confirme qu'ils se foutent de la misère des gens et que oui, c'est possible bordel !, ils veulent en plus se faire du fric avec cette misère. De notre côté, nous faisons par exemple le choix de leur en vouloir tout particulièrement.

Nous souhaitons qu'à l'avenir, les frères Bontinck dorment aussi tranquillement que les gens qui sont enfermés dans leurs bâtiments...

Dirk Bontinck : chef d'entreprise
Pleispark 3, 9051 Sint-Denijs-Westrem
Tel : 09/222 01 03
dirk.bontinck@cytec.com

John Bontinck : chef d'entreprise
john@bontinck.biz

Bontinck cbva
Chaussée de Courtrai 1092
B-9051 Sint-Denijs-Westrem
Tel : 09/225 01 74
Fax : 09/225 64 14

5. Se révolter c'est comme respirer.

Respirer dans le courage que tu rassembles au rythme des battements de ton cœur, de ton cœur, où la douleur que ce monde t'a donnée forme un cocktail mélangé à l'amour pour tous les yeux qui t'ont vraiment regardé, un cocktail explosif, prêt à exploser.

Se révolter est comme respirer. Respirer dans le courage, je compte un-deux-trois, inspire longuement, redresse mes épaules –c'est le moment- et puis...expire les flammes de tout ce que tu es, tout ce que tu voudrais être et n'est pas permis par ce monde. Ta respiration, comme un marteau brisant une vitre, comme une scie à métaux défiant les barreaux d'une prison, un poing rendant les coups à la face de ce monde.

Tu respirez, tu inspires et expires longuement. Tu te révoltes. Tu te fais battre et tu tombes. Mais tu n'arrêtes pas de respirer et plus tard tu seras de nouveau sur pied. La respiration des autres t'aide à te lever, comme la respiration d'un ami aimant, d'un enfant, d'un camarade proche de toi réchauffe ton cœur avec de la force. Comme la respiration des prisonniers qui ont brûlé une aile entière du centre fermé de Steenokerzeel pendant l'été 2008. Comme la respiration des prisonniers qui se sont révolté à Merksplas en essayant d'empêcher la déportation d'un ami, comme celle des prisonniers qui ont conquis leur liberté. Comme celle de ceux qui ont envahi le mois dernier le bureau de Besix (l'entreprise qui construit le nouveau camp de déportation) et qui l'ont détruit, comme celle de quelques anarchistes qui ont mis le feu aux containers sur le chantier de construction d'un nouveau centre fermé à Rotterdam. Comme la respiration des gens qui ont bloqué le centre de déportation de Brugge et celle des prisonniers à l'intérieur qui se sont révolté en même temps et ont commencé à exploser leur prison. Comme chaque respiration qui a détruit un morceau de l'infrastructure de la prison ces dernières années, comme chaque respiration qui a combattu les contrôleurs et les flics, qui s'est joué

des juges et de leurs avocats, qui a mis les patrons hors jeu, donné du courage à des femmes de quitter leur mari violent, qui a donné la force à des enfants de refuser la volonté que leur parents essayent de leur imposer, les parents qui leur demandaient de se sacrifier. Respirer comme tous les petits actes de résistance qui se nichent dans les pores de notre corps. Résistance contre ce monde qui prend place non-stop, à chaque moment de la journée, toujours.

Nous pouvons arrêter de sentir, s'enfuir dans les temples de la consommation, de la télévision, du sport, de la drogue. Fuir, essayer d'oublier, oublier que tu souffres, que tu vis. On peut se taire, regarder de l'autre côté, laisser ceux qui nous utilisent continuer et un jour on finira sur la pile de déchets des corps compressés. Ou on peut respirer. Calmement, rapidement. Doucement, intensément, chaudement, battant de plaisir.

Respirer comme discuter avec d'autres, discuter de ce qu'on peut faire, de ce qu'on veut faire et pourquoi. Finissons-en une bonne fois pour toutes avec le désespoir, soyons nos propres maîtres sans dieux. Détruisons le vieux monde avec le désir d'un nouveau. Pour respirer librement ! Adieu à ce monde où on se réprime les uns les autres ! Adieu à ce monde où nous allons nous coucher avec des angoisses, où nous nous réveillons avec des angoisses. C'est le refus de se résigner à la vie que cette société essaye de nous imposer, le refus d'abandonner nos rêves et de descendre dans le puit d'une existence malheureuse.

Pleurnicher, se plaindre, pleurer et jurer peut nous soulager le cœur pour un moment. Mais rien ne change.

C'est respirer qui fait battre notre cœur et circuler notre sang.

Si tu ne respirez pas, tu meurs.

[Ce tract a été lancé en haut des murs de quatre centres fermés et distribué dans plusieurs villes belges, fin octobre 2009]

6.

Notre lutte contre les camps de déportation est une lutte révolutionnaire, une lutte qui ne vise pas seulement la destruction de ces camps, mais le bouleversement de la société dans son ensemble. C'est une lutte qui ne demandera *jamais* quoi que ce soit aux politiciens ou à d'autres représentants du pouvoir, simplement parce qu'ils sont *les responsables* de nos soucis quotidiens et de nos problèmes. C'est une lutte *contre* ces puissants et leurs structures, *contre* toutes les prisons, *contre* la terreur de l'esclavage salarial, *contre* les propriétaires, les huissiers, les juges et les flics. C'est une lutte *contre* une société qui est fondée sur la hiérarchie et le pouvoir.

C'est aussi une lutte *pour* quelque chose d'autre. Une lutte *pour* un bouleversement social total, *pour* la révolution sociale, *pour* l'épanouissement vigoureux et passionné de chacun. Une lutte *pour la solidarité*, *pour la joie de la vie*, *pour la liberté*. C'est une lutte que tout le monde peut engager, qui *commence* quand quelqu'un *décide* que ça suffit et qu'il va dépasser ses propres limites pour rendre possible ce qui semblait impossible. C'est une lutte qui *rêve* d'un monde libéré des *positions* et des *rôles*, et qui réalise déjà ce rêve au sein de la lutte. Une lutte où nous pouvons se redécouvrir avec *le cœur brûlant* et *l'amour* des compagnons, une lutte *pour l'anarchie*. Et tout ce que nous portons au fond de notre cœur ne peut croire que par la lutte, pour ne jamais déprimer...

Extrait de *L'ouragan*, Parution à numéro unique contre les centres fermés, contre toutes les prisons, avec ou sans murs, printemps 2010.

Après le premier octobre 2010...

Disons-le clairement : l'Etat n'a pas peur d'une poignée d'anarchistes, mais craint une possible contagion sociale à laquelle les révolutionnaires œuvrent de jour en jour. Depuis longtemps, Bruxelles semble être une poudrière sociale où on cherche à mater les tensions sociales à coups de plus de police et plus de blessés ou de morts du côté de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, engagent la confrontation. Néanmoins, les tensions sociales continuent à s'exprimer de manière *radicale* : des émeutes récurrentes dans les quartiers aux mutineries dans les centres fermés et les prisons, des attaques ciblées contre les structures de l'Etat et du Capital jusqu'à une hostilité qui continue à se répandre contre tout ce qui porte l'uniforme de la répression. Probablement, la manifestation annoncée du 1 octobre était une des possibilités de rencontre entre les différentes rébellions et les idées antiautoritaires – et cette rencontre a été écrasée.

Malgré la pacification militarisée des derniers jours, nous continuons à diriger notre attention ardente vers cette poudrière sociale, en sachant que chaque occasion peut être la bonne pour mettre le feu à la mèche. Et là où la proposition d'une manifestation s'est heurtée à des obstacles difficilement franchissables, d'autres pratiques et activités sauront se frayer un chemin.

Malgré les murs policiers qui cherchent à nous tenir séparés, nous continuons à penser que la rencontre entre les différentes rébellions reste possible, souhaitable et nécessaire. Aucun racket répressif de la part de l'Etat ne nous fera renier cet enthousiasme.

Malgré le fait que l'initiative a été arrachée de nos mains ces derniers jours, nous sommes déterminés, avec le cœur et la tête, à reprendre l'initiative dans nos propres mains. Malgré tout, nous continuons. Rien n'est fini... les possibilités sont toujours là, prêtes à être saisies.

Extrait de *Malgré tout*, aux rebelles d'ici et d'ailleurs, 5 octobre 2010.

ATabula ARasa

Les contours de la lutte contre la construction d'un nouveau centre fermé à Steenokkerzeel
(Belgique)

atabularasa.org